

ABONNEMENT.

Saumur. 30 fr.
6 mois. 16
12 mois. 9
Poste: 35 fr.
Au ad. 18
Six mois. 10
Trois mois. 10

On s'abonne:

A SAUMUR,
Au bureau du Journal
en envoyant un mandat
sur la poste.
chez tous les libraires.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

INSERTIONS.

Annonces, la ligne. . . 20 c.
Réclames, — . . . 30
Faits divers, — . . . 75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication, des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne:

A PARIS,
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse.

SAUMUR, 24 JUIN

LE MANIFESTE DE L'EXTRÊME GAUCHE.

La période électorale n'est pas ouverte, on ne sait même pas quand auront lieu les élections et déjà l'agitation électorale est commencée, elle est même si active qu'on peut dire: les élections auront lieu bientôt. Les royalistes ont constitué à Paris leur comité central; les bonapartistes officiels ont tenu à Belleville une réunion publique qui est un véritable Sedan électoral; l'extrême gauche a rédigé un manifeste et un programme; les opportunistes ont essayé d'en faire autant, mais ils n'ont pu parvenir à s'entendre.

Le Manifeste radical est signé de 81 noms de députés appartenant à l'extrême gauche, à la gauche radicale et aux députés isolés; l'exposé des motifs est long et le programme court; il se compose des six articles que nous avons reproduits hier.

On est tout d'abord frappé de l'apparente modération de ce programme, étant donné les signataires. Mais, en le relisant, on s'aperçoit que sous le vague des termes se cachent les projets les plus subversifs de l'ordre social.

Ce programme contient deux articles relatifs aux intérêts religieux: l'un demande la séparation des Églises et de l'État, accordée en principe par les opportunistes; le second vise la loi militaire que les opportunistes viennent de voter. Les uns et les autres peuvent donc s'entendre sur ce point; avec ces deux articles, ils sont d'ailleurs suffisamment armés pour supprimer, autant qu'il est au pouvoir des hommes, la religion catholique en France. Les autres articles sont d'un vague non moins inquiétant: « Réforme constitutionnelle »; cela embrasse toute la politique; et dire que les opportunistes viennent de faire la révision justement pour enlever aux radicaux cette arme électorale. Pas de chance, M. Ferry!

« Réforme financière; » ces deux mots comprennent toute l'économie politique. Les radicaux cherchent à être particulièrement désagréables aux opportunistes; ils insistent, en effet, parmi les réformes à faire, le budget à mettre en équilibre. Quoi donc! le budget n'est-il pas en équilibre? Les ministères opportunistes qui nous gouvernent depuis quatre ans n'ont donc pas cessé de tromper le pays?

Les radicaux demandent aussi la révision des conventions conclues avec les Compagnies. C'est pourtant le chef-d'œuvre des opportunistes.

L'antagonisme des deux fractions républicaines est affiché plus ouvertement encore dans l'article premier qui condamne la politique d'aventures et de conquêtes.

Aussi ce programme est par-dessus tout une déclaration de guerre, c'est un cartel envoyé par les radicaux audacieux aux opportunistes embarrassés.

Etrange manifeste que celui de la gauche radicale: Dirigé contre l'opportunisme sous forme d'une déclaration de guerre électorale, il obtient la signature de ferristes avoués comme MM. Nadaud et Villeneuve!

A peine suffisant pour les électeurs de Sainte-Menehould, écrit l'Intransigeant, ce programme, rédigé après quinze ans de République, est moins libéral et moins démocratique que celui de Belleville, proposé aux candidats en 1869 après dix-huit ans d'Empire.

Cet aveu ne nous étonne point; en fait de liberté et de réformes sociales, le pays sait parfaitement qu'il n'aurait à attendre du parti jacobin, radical, intransigeant, que déceptions amères, épreuves redoutables.

A la politique d'impérialismes financiers, de folies coloniales — et de persécution religieuse, ce qu'on semble oublier complètement — succéderait, avec l'avènement au pouvoir du parti radical après les élections prochaines, une politique de désorganisation sociale et de violences sans nom qui nous ramènerait aux beaux jours de la Convention. L'ère sanglante des confiscations,

des spoliations, des expulsions se rouvrirait.

Pour opérer les réformes qui agitent les cervelles radicales, on ferait table rase de tout: armée, finances, cultes, magistrature, administration.

Si le manifeste radical rencontre une indifférence absolue, si les intransigeants haussent les épaules, si les opportunistes raillent la nullité, le néant de ce manifeste, c'est qu'il dissimule complètement le programme politique du radicalisme.

« A force d'avoir peur d'effrayer le gros bourgeois et le petit employé, écrit avec franchise M. Henri Rochefort, les parlementaires, même les plus avancés, arrivent à mettre dans leur vin des carafes d'eau qui finiront par noyer tous les principes. »

Ce programme radical n'est donc pas le vrai: il sera dévoilé sans nul doute par les professions de foi des candidats radicaux de la Seine.

La gauche radicale a tenu à se séparer de « cette majorité opportuniste d'aventuriers et de coupe-jarrets qui ruine et déshonore la République. » Les opportunistes espèrent mieux de la politique ministérielle de concentration.

Désormais les électeurs seront mis en demeure d'opter entre deux politiques, celle de la ruine financière, des aventures opportunistes, et celle que les radicaux nous réservent s'ils deviennent jamais les maîtres du pouvoir.

Le pays fera bien de suivre l'exemple des électeurs de l'Ille-et-Vilaine; ce sera plus salubre et plus patriotique.

EDMOND ROBERT.

DISCUSSION DU BUDGET.

La Chambre a abordé la discussion du budget.

M. Daynaud prend le premier la parole.

Le gouvernement demande pour le service de ses caisses un nouvel emprunt de 320 millions remboursable en vingt-deux

ans. M. Daynaud n'estime pas cet emprunt justifié et il s'attache à le démontrer par l'examen de la gestion financière de ces dernières années.

Il dénonce ces budgets menteurs qui s'efforcent de dissimuler leurs déficits et la nécessité de créer de nouveaux impôts. Il montre dans l'emprunt un moyen de se soustraire à cette éventualité jusqu'après la clôture des futurs scrutins législatifs. Il se plaint de l'exclusion de l'opposition de la commission du budget, exclusion pratiquée, dit-il, contre tout droit.

Ici, M. de Douville-Maillefeu, dérangé du besoin de dire une ânerie, interrompt l'orateur par cette parole gigantesque:

— On n'a le droit de faire partie de la commission du budget que lorsqu'on en est élu membre.

Cette philosophique confusion entre le droit et l'exercice du droit attire à l'interrupteur cette apostrophe de M. Paul de Cassagnac:

— C'est ainsi que vous avez fait de votre commission une caverne.

Observation judicieuse qui mérite à son auteur un rappel à l'ordre.

Pendant M. Daynaud reprend la suite de son discours. Il examine le budget de 1886 aussi fraudé que le précédent.

On a évalué les recettes prévues au chiffre de 2 milliards 992 millions, et les dépenses également prévues à celui de 3 milliards 30 millions. Soit un excédent de recettes de 38 millions.

Mais aux dépenses il faut ajouter: 42 millions; 60 millions pour garantie d'intérêt aux chemins de fer; 50 millions au moins pour frais d'occupation du Tonkin; 45 millions pour Madagascar; 6 millions pour le Cambodge; 8 millions pour les récidivistes; 8 millions pour l'armée coloniale; 45 millions pour les chemins vicinaux; 22 millions pour les ports et canaux; 80 millions au moins pour la reconstitution de la flotte et des approvisionnements militaires et maritimes; 50 millions pour les intérêts de l'emprunt de 4,500 millions qui sera fait après les élections.

Feuilleton de l'Écho Saumurois.

LE DRAME

DU

MARCHÉ-NOIR

PAR M. CH. SAINT-MARTIN.

MAITRE ANTOINE

(Suite)

Le silence régna pour quelques minutes entre les quatre hommes.

Pendant ce temps, François et M^{me} Jules, couchés à terre, les oreilles appuyées sur le plancher, retenaient leur respiration et ne perdaient pas un mot de tout ce qui se disait au-dessus d'eux. Machinalement, M^{me} de la Roche-Yon, dont l'émotion croissait à chaque instant, pressait son revolver dans sa main droite. M^{me} Jules s'efforçait de retenir ses larmes. En bas, M. Jules collait aussi ses oreilles à la porte du petit salon, et faisait tout ce qui lui était possible pour entendre la conversation des quatre bandits.

A la fin, le comte reprit: — J'ai besoin, messieurs, d'une réponse immédiate. Voulez-vous, oui ou non, prendre part à l'opération que je vous ai proposée?

— Ma foi, s'écria Gaspard, toujours plus franc dans ses réponses que ses deux camarades, j'en ai assez de ces expéditions nocturnes dans lesquelles on risque sa vie et sa liberté.

— Et moi aussi, reprit Niveau, plus doucement. J'aime mieux les spéculations de Bourse. C'est la même chose au fond, mais il y a plus de profit et moins de risques!

— Sans doute, répondit le comte en fronçant les sourcils; mais pour spéculer à la Bourse il faut un capital...

— Eh bien, reprit Gaspard, ce capital nous l'avons trouvé avec vous dans nos trois opérations de l'année dernière et surtout chez M. Jacobs. Quand on a de l'esprit et de l'ordre, c'est plus que suffisant.

— C'est évident, fit maître Antoine, pour encourager ses amis à la résistance.

— Vous en parlez bien à votre aise, messieurs! s'écria le comte; mais si vous avez encore de l'argent, moi je n'en ai plus... et il m'en faut.

— Comme cela vous plaira, monsieur le comte, dit l'ex-notaire. Nous ne vous empêchons pas de recommencer... mais quant à nous, nous en avons assez, et j'ai soumis à ces messieurs une affaire commerciale beaucoup plus honnête et beaucoup plus fructueuse!

— Honnête et fructueuse, dit le comte; ah! je vous reconnais bien là, mon cher maître en

coquinerie et friponnerie légale. Nous verrons le beau résultat! Je jurerais que vous avez l'intention de voler jusqu'à M. Gaspard et M. Niveau! La part de profit qu'ils ont faite avec moi vous tente, et je le comprends!

— Vous êtes un insolent, monsieur! s'écria maître Antoine.

— Il ne s'agit pas de cela! s'écria le comte en se levant et en redressant sa haute taille, sans répondre à l'insulte de l'ex-notaire. Je me soucie fort peu de vos affaires commerciales ou de vos spéculations de Bourse... Je vous prie seulement de m'aider une dernière fois dans cette entreprise que je ne puis mener à bonne fin sans vous. Ne vous ai-je pas servi jusqu'à présent? N'est-ce pas moi qui vous ai enrichi, qui vous ai mis l'argent dans la main? Vous surtout, monsieur Gaspard, vous n'aviez plus le sou, vous ne saviez pas même où dîner le jour où je vous ai recueilli et sauvé!

Maître Antoine sourit encore, du bout de ses lèvres minces.

— Sauvé ou perdu, murmura-t-il.

Le comte bondit.

— Trêve de sarcasmes! s'écria-t-il; c'en est trop! Ma patience est à bout. Vous m'aidez, messieurs, vous viendrez avec moi, demain soir, sur le quai, à minuit, pour aller en bateau jusqu'à la villa du Cheval, ou, sans quoi...

— Sans quoi? fit l'ex-notaire.

— Sans quoi je vous dénonce tous à la justice.

A peine le comte eut-il proféré cette menace, que les trois hommes s'élançèrent à la fois vers lui. Le comte fit un pas en arrière et saisit son pistolet. Les trois aventuriers hésitèrent un instant, puis Gaspard, le premier, haussa dédaigneusement les épaules et se rassit.

— Après tout, fit-il, ce diable d'homme a peut-être raison. Un vol de plus ou de moins, ce n'est pas une affaire.

Niveau, abandonné par Gaspard, n'était pas de force à résister. Il alla, lui aussi, reprendre sa place en murmurant quelques paroles inintelligibles.

Mais maître Antoine ne fléchit pas.

Bien résolu à ne plus se compromettre et à mettre en sûreté l'argent qu'il avait amassé jusque-là, il croisa les bras sur sa poitrine et regarda en face son redoutable adversaire. A les voir ainsi, l'un si petit et si menu, l'autre si fort, si grand, et armé d'un pistolet chargé de six coups, on eut pensé que le premier allait être écrasé par le second, mais il y avait autant de résolution et de tenacité chez l'ex-notaire que chez le brigand des Rochers.

— Si vous croyez m'intimider, s'écria maître Antoine, avec vos menaces et vos grands airs, vous vous trompez fort. Vos menaces sont vaines, car vous ne pouvez nous dénoncer sans vous livrer

